

Envoyé en préfecture le 13/02/2024

Reçu en préfecture le 13/02/2024

Publié le

ID : 004-210400131-20240208-2024DCM07-DE

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

CPES LES CROUROURETS
ZI de Courtine
330 rue du Mourelet
84000 AVIGNON

Convention d'Occupation Temporaire du domaine public

Les soussignés

1°) La Commune d'AUBIGNOSC sise Place Flore, à Aubignosc (04200), dans les Alpes-de-Haute-Provence, représentée par Frédéric ROBERT, 1^{er} Adjoint au Maire en vertu d'une délibération en date du 08.12.24, visée par la Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence le 13.02.24 (Annexe 1).

Ci-après désignée « **Le Propriétaire** »

D'UNE PART

2°) La Société dénommée :

CPES Les Crouzourets (extrait K-BIS en annexe 2),

Société à Responsabilité Limitée au capital de 1 000€ ayant son siège social à AVIGNON (Vaucluse) 330 rue du Mourelet, Zone industrielle de Courtine, identifiée sous le numéro SIREN 849 321 989 RCS AVIGNON

Représentée par Madame Céline SPITZHORN, co-gérante de ladite société.

Ci-après désigné « **L'Occupant** »

EXPOSE

Pour les besoins de son activité de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, la société CPES Les Crouzourets souhaite bénéficier d'un emplacement sur le domaine public communal, comme définis à l'article 2 ci-après. En conséquence de quoi, la Commune d'AUBIGNOC accorde dans les conditions suivantes, une convention d'occupation précaire et révocable des lieux à l'occupant.

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les emplacements définis à l'article 2 et d'y effectuer les travaux nécessaires à cette occupation.

Article 2 : DOMAINE OCCUPE ET TRAVAUX Y AFFERENTS

L'Occupant est autorisé à occuper le domaine public de la Commune d'Aubignosc, la route communale n°1 repérée sur le plan figuré en Annexe 3.

La convention de création d'aménagement est constituée pour une surface de 2700 m² matérialisée en bleu sur le plan annexé.

Le cas échéant, les travaux relatifs à ladite occupation, y compris les travaux de réaménagement de voirie ou d'enfouissement de câbles, sont expressément autorisés, notamment au titre du code de la voirie routière.

Article 3 : DUREE

La présente Convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature par la dernière des Parties, pour une durée de 42 (QUANRANTE DEUX) années.

Elle prendra fin au démantèlement complet du parc solaire Les Crouzourets.

Article 4 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT

4.1 Entretien – Sécurité

L'Occupant prend à son entière charge financière la mise en œuvre de l'intégralité des travaux d'aménagement.

L'Occupant réalise la reprise de l'ensemble des bordures au sein de l'emprise des travaux, avec une mise en œuvre qui soit conforme aux protocoles concernant les routes départementales.

L'Occupant est seul responsable des équipements qu'il installe dans l'emprise du domaine public. Ils doivent être constamment maintenus en bon état d'entretien et de sécurité, et rester conformes aux conditions de l'autorisation.

Le Propriétaire s'engage à faciliter l'accès et les interventions de l'Occupant dans le cadre de ses interventions au titre de ses obligations d'entretien et de sécurité mentionnées à l'alinéa précédent.

L'Occupant devra jouir des lieux sans rien faire qui puisse nuire à la sécurité des usagers du domaine et à la bonne tenue des lieux.

Il s'engage à respecter, en toutes circonstances, les lois et règlements en vigueur se rapportant à l'occupation des lieux.

4.2 Remise en état

Un état des lieux contradictoire sera dressé par les parties lors de la mise à disposition et à la sortie des lieux.

Au terme de la présente Convention ou en cas de résiliation, le propriétaire consent à ce que l'aménagement reste en l'état. En contrepartie, l'Occupant assure le financement du bon fonctionnement structurel de l'aménagement ainsi que de l'évolution réglementaire en lien avec la sécurité des personnes et des biens. Un délai de 12 mois à compter de la fin de la Convention est octroyé à l'Occupant afin de lui permettre, le cas échéant, de remettre en son état initial le domaine occupé.

Article 5 : REDEVANCE

La présente convention d'occupation du domaine public est consentie à titre gracieux.

Article 6 : ASSURANCES

L'occupant s'engage à souscrire une assurance « dommage aux biens » et une assurance « responsabilité civile ». Il doit payer les primes et cotisations de ces assurances de manière à ce que la commune ne puisse en aucun cas être inquiétée.

L'Occupant s'engage en outre à couvrir les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée du fait de ses activités dans tous les cas où elle serait recherchée, notamment à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, causés aux tiers ou aux personnes.

Article 7 : CARACTERE PERSONNEL ET CESSIION DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue intuitu personae. L'occupant précaire ne peut céder les droits en résultant à qui que ce soit, ni laisser la disposition des lieux à des personnes étrangères à la présente convention.

Il est expressément convenu que l'évolution du capital social de l'Occupant ne constitue pas une opération de cession de la présente Convention.

Article 8 : RESILIATION DE LA CONVENTION

8.1 Résiliation à l'initiative de la Collectivité

La Collectivité se réserve le droit de résilier la présente Convention pour tout motif d'intérêt général. La résiliation pour motif d'intérêt général sera notifiée par courrier recommandé avec accusé réception. Elle prendra effet à l'issue d'un préavis de six (6) mois, déclenché à la date de réception du courrier de notification.

Tout manquement de l'Occupant à ses obligations résultant de la présente convention ouvre droit à résiliation pour la Collectivité après mise en demeure de l'Occupant par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant un délai de trois (3) mois à compter de sa réception.

8.2 Résiliation à l'initiative de l'Occupant

Sous réserve de respecter un préavis de six (6) mois donné par lettre recommandée avec accusé de réception, l'Occupant pourra résilier à tout moment la présente convention.

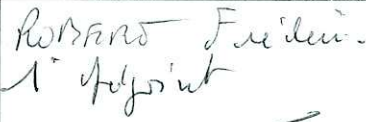

8.3 Résiliation à l'initiative des Parties

Les Parties peuvent convenir à tout moment et dans les modalités qu'ils déterminent de la fin de la présente convention.

Article 9 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

Toutes difficultés nées à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention qui n'auraient pu faire l'objet d'un règlement amiable seront portées devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en 2 (deux) exemplaires originaux,et identiques, soit autant que de personnes étant Parties, plus une aux fins d'enregistrement.

Fait à Avignon	Fait à Aubignosc
Le	Le 13/02/2024
Pour LE PRESTATAIRE	Pour LE PROPRIETAIRE
	 



Annexe 1 : Délibération de la commune

Annexe 2 : Extrait Kbis

Annexe 3 : Plans

ANNEXE 1 : Délibération de la Commune de AUBIGNOSC

ANNEXE 2 : Extrait Kbis CPES LES CROUZOURETS

Greffes du Tribunal de Commerce d'Avignon
2 BD LAMBERT
BP 21063
84097 AVIGNON CEDEX 9

N° de gestion 2019B00640

Code de vérification : Ce3QHR7SEL
<https://controler.infogreffe.fr/controler>



Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS à jour au 16 janvier 2024

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro	849 321 989 R.C.S. Avignon
Date d'immatriculation	20/03/2019
Dénomination ou raison sociale	C.P.E.S. Les Crouzourets
Forme juridique	Société à responsabilité limitée
Capital social	1 000,00 Euros
- Mention n° 12060 du 04/05/2022	Continuation de la société malgré un actif net devenu inférieur à la moitié du capital social. Décision du 04/04/2022
Adresse du siège	Zone Industrielle de Courtine 330 Rue du Mourelet 84000 Avignon
Activités principales	Toute opération de production et de distribution d'électricité
Durée de la personne morale	Jusqu'au 19/03/2118
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES

Gérant

Nom, prénoms	PETIT Jean-François
Date et lieu de naissance	Le 03/03/1963 à Tours (37)
Nationalité	Française
Domicile personnel	2 Impasse Henri Mouret 84000 Avignon

Gérant

Nom, prénoms	SPITZHORN Céline
Date et lieu de naissance	Le 09/11/1974 à Mulhouse (68)
Nationalité	Française
Domicile personnel	215 Chemin de St Bonnet 13630 Eyragues

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement	Zone Industrielle de Courtine 330 Rue du Mourelet 84000 Avignon
Activité(s) exercée(s)	Toute opération de production et de distribution d'électricité
Date de commencement d'activité	05/03/2019
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

IMMATRICULATION HORS RESSORT

R.C.S. Manosque

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

5096m²

ACCES EXISTANT
SERVITUDE D'ACCES

ACCES EXISTANT
SERVITUDE D'ACCES ET DE PASSAGE DE RESEAUX

PROJET SOLAIRE DE CROUZOURET

SERVITUDE ROUTE COMMUNALE

0307302513-01

Dénervy

CE DOCUMENT EST LA PROPRIÉTÉ DE
D. DENERVY - 18 rue de la République
F-41000 Orléans Cedex 02
Tél : 02 39 39 39 39
Fax : 02 39 39 39 39
Email : denervy@denervy.fr